



## **Un 1er mai à la signification particulière pour les journalistes**

Emmanuel Macron a beau affirmer qu'il a entendu le « profond sentiment d'injustice fiscale, territoriale, sociale » et le « manque de considération » exprimé dans le pays, il a une fois de plus prouvé lors de sa conférence de presse du 25 avril qu'il ne comptait pas y apporter de réponses pertinentes.

Ainsi, pas d'augmentation du Smic, par exemple. Pas de retour non plus à l'ISF tel qu'il existait avant d'être réformé par le président de la République dès son élection. Quant aux retraités, ils ont droit au service minimum, avec une réindexation sur l'inflation des pensions de moins de 2 000 euros en 2020 et pour tous en 2021.

Bref, rien qui réponde à l'urgence « de revaloriser les salaires du privé et du public, les minima sociaux et les pensions, développer des services publics de qualité sur tout le territoire, gages de cohésion sociale et de plus d'égalité, d'établir une protection sociale de haut niveau, socle de notre modèle social basé sur la solidarité, créer des emplois de qualité dans le privé comme dans le public et assurer l'égalité professionnelle, permettre la réussite de tous les jeunes et l'accès à un haut niveau de qualification à toutes et tous ainsi que l'autonomie de la jeunesse, une éducation émancipatrice, gratuite sans restriction de nationalité ».

Autant de revendications portées par l'appel intersyndical (CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL) « à une forte journée de mobilisation ce 1er mai sur l'ensemble du territoire, pour l'amélioration des droits des travailleur- se-s, pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale ».

« Aujourd'hui, rappellent les organisations, 9 millions de personnes vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, dont 6 millions sont privé-e-s d'emploi, et de nombreux-ses jeunes sont en situation de précarité. Dans le même temps des dividendes de plus en plus importants sont versés aux actionnaires. C'est une autre répartition des richesses qu'il faut mettre en œuvre ainsi qu'une fiscalité plus juste et plus progressive. »

Chez les journalistes, ce 1er mai 2019 prendra une signification particulière, après les violences policières et les arrestations dont ont été victimes des journalistes qui couvrent les manifestations. On pense notamment, mais pas seulement, à la garde à vue de 48 heures de Gaspard Glanz, créateur de l'agence Taranis News, interdit de présence à Paris chaque samedi jusqu'à sa convocation devant le tribunal en octobre, ainsi que le 1er mai. Un véritable interdit professionnel, qu'a dénoncé le SNJ-CGT dans un précédent communiqué.

Pour le SNJ-CGT, ce 1er mai sera donc aussi l'occasion de lui apporter son soutien, ainsi qu'à tous les journalistes victimes de violences policières, arrêtés ou empêchés de faire leur travail.

Sans journalistes, sans liberté de la presse, sans les moyens nécessaires pour effectuer correctement leur mission, pas de démocratie.

**Le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer nombreux et à porter leurs revendications dans les manifestations du 1er mai, qui auront lieu partout en France.**

**A Paris, le SNJ-CGT fixe rendez-vous à 14h30 :**

Devant le théâtre de Poche-Montparnasse,  
75 Boulevard du Montparnasse, 75006 Paris

**Montreuil, le 29 avril 2019.**